



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) - Convention financière des acquisitions foncières - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse partiellement mixte (voyageurs et fret), entre Montpellier et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse espagnol existant. Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T).

Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, ainsi que des trains nationaux et européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du PEM de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnau-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

En 2000, le tracé du TGV Languedoc-Roussillon est qualifié de Projet d'intérêt général (PIG) afin de réserver des emplacements dans les documents d'urbanisme. En mai 2005, le contournement de Nîmes et Montpellier (CNM) est déclaré d'utilité publique. Parallèlement, les projets de développement du réseau ferroviaire espagnol avancent, avec notamment la réalisation de la section internationale Perpignan-Figueras, inaugurée le 27 janvier 2011.

En 2006, le ministre des Transports a relancé le processus d'études d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Montpellier et Perpignan en vue de la tenue d'un débat public. Il s'agissait de re-questionner les objectifs du projet face à l'évolution des déplacements régionaux de voyageurs et à l'accroissement des flux de marchandises nationaux et européens (notamment les échanges avec la péninsule ibérique). Un vaste débat public plébiscitant les principes du projet a lieu en 2009.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan,
- le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageurs uniquement entre Béziers et Rivesaltes,
- les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest,
- le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport Duron relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme PIG par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la loi d'orientations des mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

En janvier 2021, la décision ministérielle n°5 acte l'engagement des échanges entre les partenaires pour établir un protocole d'intention en définissant les modalités et les clés de financement prévisionnelles des études et des travaux de la phase 1 Montpellier-Béziers, en explorant notamment deux pistes : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet ou de financement (option rendue possible depuis la LOM). Cette décision induit une actualisation de l'estimation détaillée des coûts du projet.

Avant cette réévaluation, l'estimation prévisionnelle des études et travaux est de 5,56 Md€ (estimations de 2014), dont 1,855 Md€ (estimations de 2014) pour la première phase (tronçon LGV mixte de Montpellier à Béziers sans la création de la gare nouvelle, prévues pour la seconde phase).

Après avoir validé, en décembre 2020, la participation de la Métropole au financement des études préalables à la déclaration d'utilité publique, la présente délibération porte sur la convention de financement des acquisitions foncières n°4 (5 M€). Elle fait suite à la conclusion de trois premières conventions (convention n°1 de 3.811 M€, convention n°2 de 20 M€ et convention n°3 de 5 M€). Elle a pour objet de répondre aux besoins immédiats et ne couvre pas l'ensemble des acquisitions foncières à venir. Cette convention n°4 est complémentaire à la convention n°3 signée le 31 décembre 2019 par l'Etat et la Région pour un montant global de 5 M€ (2.5 M€ Etat et 2.5 M€ Région). Ensemble, les conventions n°3 et n°4 permettent de couvrir les besoins de financement des acquisitions foncières à hauteur de 10 M€.

La convention n°4 relative aux modalités de participation financière entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole prévoit la répartition suivante : financement des acquisitions foncières à 1/3 par l'Etat et la Région, et à parts égales entre 10 collectivités soit 333 333,30 € HT par chacune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole aux acquisitions foncières sur le linéaire de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan ;
- d'autoriser le financement des dépenses et frais associés aux acquisitions foncières de cette opération ;
- d'approuver les termes de la convention relative aux modalités de participation financière ;
- d'autoriser le versement de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 333 333,30 € HT ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157011-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention financière.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.